Les Bonnets Rouges, c’est aussi le Code Paysan ! Pas d’économie durable sans justice sociale!

La référence historique aux événements qui se sont déroulé en 1675, d’abord à Rennes puis dans le centre et l’ouest de la Bretagne, était tentante car le mouvement des Bonnets Rouges s’est cristallisé autour du refus d’une taxe. Cependant la comparaison s’arrête là car la révolte populaire de 1675 visait une fiscalité abusive imposée par un régime – celui de Louis XIV – qui voulait faire payer au peuple le prix de ses guerres de conquête incessantes. On est bien loin des enjeux de l’écotaxe tels que posés par le Grenelle de l’environnement et le législateur en 2009… à savoir favoriser le report modal du transport de marchandises et faire payer l’entretien des routes par leurs utilisateurs.

Surtout, cette dimension fiscale n’est qu’une des faces de l’histoire des Bonnets Rouges et pas forcément la plus porteuse de sens en 2013. Les Bonnets Rouges, c’est aussi l’histoire d’une pré-révolution sociale qui a produit des cahiers de doléances regroupés sous l’appellation de Code Paysan, des cahiers de doléances qui réclamaient une représentation politique pour les paysans et l’abolition de certains privilèges attachés à la noblesse dont la corvée due par les paysans aux seigneurs. C’était plus d’un siècle avant 1789…

Et c’est sans doute sur ce point que relier les conflits sociaux en cours dans certaines industries agro-alimentaires

en Bretagne et le mouvement des Bonnets Rouges présente le moins d'anachronisme. Car la «noblesse » d'aujourd'hui, ce sont ces actionnaires qui agissent dans le silence des conseils d'administration, obsédés par des objectifs de rentabilité financière, et pour qui les salariés sont des pions sur un Monopoly. Certains de ces actionnaires ne connaissent pas la Bretagne, tels ceux de la multinationale Marine Harvest qui veulent fermer les sites de Poullaouen et Châteaugiron, d'autres au contraire la connaissent fort bien pour y résider! Non, la Bretagne n'est pas le pays des bisounours. Le refus du dialogue social, l'instrumentalisation de salariés contre d'autres salariés sur fond de chantage à l'emploi, c'est aussi une des réalités de l'économie bretonne aujourd'hui et elle n'est pas acceptable!

Alors, se rassembler à Quimper samedi 2 novembre, oui. Se rassembler pour faire reconnaître par le législateur les handicaps structurels de la géographie bretonne face à une Europe continentale qui tourne le dos à l'Atlantique: périphéricité, péninsularité, éloignement des grands bassins de consommation et des grands axes de circulation. Se rassembler pour défendre le droit de vivre et travailler au pays, qui passe par le droit de s'organiser et de décider en Bretagne. Mais se rassembler aussi à Quimper le 2 novembre pour défendre les droits économiques et sociaux des travailleurs au sein de l'entreprise et pour redonner du poids aux producteurs dans la chaîne de valeur, pour une économie au service des hommes. Si ces trois revendications sont réunies, alors oui le message des Bonnets Rouges sera remis à l'honneur.